



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL

Conseil national
Commission des institutions politiques
Madame Nina Schläfli
Présidente
3003 Berne

Courriel :
VernehmlassungSPK.consultationCIP@parl.admin.ch

Fribourg, le 8 septembre 2026

2026-714

23.443 n lv. pa. Addor. Expulsion des étrangers criminels. Pour une pesée des intérêts conforme au bon sens – Procédure de consultation

Madame la Présidente,
Madame, Monsieur,

Dès lors que notre prise de position est sollicitée, nous vous informons que nous sommes favorables à cette initiative parlementaire.

Nous soutenons celle-ci dans la mesure où elle répond à une attente légitime des citoyens d'un État souverain, qui, par principe, ne souhaitent pas que des ressortissants étrangers condamnés pour des crimes violents puissent demeurer sur le territoire, et ce indépendamment de l'existence ou de l'intensité des liens qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine.

Nous estimons toutefois que la formulation du nouvel alinéa, s'il devait être retenu, mériterait d'être revue. En particulier, l'expression « en sa faveur » ne nous paraît pas suffisamment claire et pourrait donner lieu à des interprétations divergentes.

Afin d'éviter toute ambiguïté, nous proposons dès lors une formulation plus simple et plus précise, à savoir :

« Le juge ne tient pas compte du lien que l'étranger entretient avec son pays d'origine lorsqu'il prononce une expulsion fondée sur une condamnation pour l'un des crimes visés à [...]. »

Cette formulation nous paraît mieux correspondre à l'objectif poursuivi, tout en limitant le risque d'interprétations indésirables.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Philippe Demierre, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

L'original de ce document est établi en version électronique

Copie

—

à la Direction de la sécurité, de la justice et du sport ;
à la Chancellerie d'Etat.